

**Délibération n° 2019-02-12/14**

**Objet : Indemnités des Elus : modification de l'indice de référence**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU MARDI 12 FÉVRIER 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le douze février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 6 février 2019, s'est réuni à 19 h au lieu ordinaire des séances, salle Gilbert Marchal, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Secrétaire de séance :** B. Conte Arranz

**Présents :** J.P Rico, Maire

M. Marcou - B. Conte Arranz – C. Pistre - J. Taverne - M. Pellet - J.M. Malek - P. Nivesse - O. Boudet – G. Riguidel - S. Riscal - M. Litton - F. Boyer - J.M Leïendeckers – B. Deltour - R. Casas Mateu – G. Della Razione - C. Germain – A. Estève - C. Prost - S. Waselynck – B. Cosme - I. Gianiel

**Absents ayant voté par procuration :** F. Bertouy excusée, pouvoir à J.M Malek - X. Mirault excusé, pouvoir à M. Pellet - C. Moreteau excusée, pouvoir à J.P Rico - B. Rodriguez excusée, pouvoir à C. Pistre - A. Conesa excusé, pouvoir à F. Boyer – A. Jamet excusé, pour à S. Waselynck

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

***Monsieur le Maire rapporte :***

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2123-20 à L.2123-24 et R2123-23,

Considérant que l'article L.2123-23 du Code général des collectivités territoriales fixe des taux maxi de l'enveloppe des indemnités par strate de commune et qu'il y a lieu de ce fait de déterminer le taux des indemnités de fonction allouées au Maire de la Commune,

Considérant que l'article L.2123-24 du Code général des collectivités territoriales fixe des taux maxi de l'enveloppe des indemnités par strate de commune et qu'il y a lieu de ce fait de déterminer le taux des indemnités de fonction allouées aux Adjointes au Maire de la Commune,

Considérant que l'article L. 2123-24-1 du Code général des collectivités territoriales fixe le taux maximum des indemnités pouvant être versées aux conseillers municipaux pour l'exercice effectif de leur fonction,

Considérant le décret n° 2017-1736 du 21 décembre 2017 portant report de la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions statutaires relatives à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations et applicables aux fonctionnaires de l'Etat, aux fonctionnaires territoriaux et aux fonctionnaires hospitaliers,

Considérant le décret n° 2017-1737 du 21 décembre 2017 modifiant l'échelonnement indiciaire de divers corps, cadres d'emplois et emplois de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale, et de la fonction publique hospitalière,

Considérant la circulaire NOR INTB9200118C du 15 avril 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux,

Considérant la note d'information NOR INTB1801133C du 29 janvier 2018 relative à l'indice de référence applicable pour le calcul des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux en 2018,

Considérant la note d'information NOR TERB1830058N du 3 janvier 2019 relative aux montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019,

Les montants maximaux bruts mensuels des indemnités de fonction des élus locaux sont revalorisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 en application du nouvel indice brut terminal (indice brut 1027) de la fonction publique prévu par le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de fonction publique et du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation, publié au Journal officiel de la république française du 27 janvier 2017.

Par ailleurs, en cas de cumul de mandats, la part représentative pour frais d'emploi s'élève à 991,80 € et le plafond indemnitaire pouvant être perçu est de 8 434,85 €.

Considérant que le nombre d'habitants en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2019 est de 9202, le montant maximal de l'enveloppe des indemnités de fonction du Maire, des Adjoints et des Conseillers municipaux est égal au total de l'indemnité maximale du maire (55 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique), et du produit de 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique par le nombre d'adjoints,

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver le versement mensuel des indemnités de fonction des Elus locaux selon les modalités suivantes :
  - A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, le montant des indemnités de fonction du maire et des adjoints et conseillers municipaux titulaires d'une délégation est, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus, fixé aux taux suivants :
    - Maire : 55 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
    - Adjoints au Maire : 22 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
    - Conseillers Municipaux délégués : 6 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.
  - Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Fait à Pérols,  
pour extrait conforme le 12 février 2019  
Le Maire  
Jean-Pierre RICO

